

L'avenir de L'ÉCOLE en débat ↗



ÊTRE AMBITIEUX POUR TOUS LES ENFANTS



SNUipp. FSU

Il y a quelques mois les enseignants se sont fortement mobilisés pour défendre le service public d'éducation. Ils ont aussi exprimé leur volonté de le transformer pour la réussite de tous les élèves.

Aujourd'hui un débat national s'ouvre.

Pour comprendre le monde de demain, s'y épanouir, avoir les outils de le maîtriser et de le transformer, tous les jeunes ont besoin d'une formation initiale de haut niveau.

Pour cela, dès l'école maternelle et élémentaire, chaque enfant doit trouver les conditions favorables à la réussite de ses premiers apprentissages. On connaît l'im-

portance de ces premières années. Tout doit être mis en œuvre pour que la diversité des élèves (culturelle, sociale, géographique) soit source d'enrichissement et de réussite pour tous.

Le budget 2004 est mauvais. Comme nous le redoutions, le remplacement des aides-éducateurs est très mal assuré et le ministre multiplie les déclarations provocatrices sur la scolarisation des tout-petits.

L'intervention de tous (parents, enseignants, citoyens) est indispensable.

Nous versons au débat nos réflexions, nos propositions pour que l'école et la société aient une réelle ambition pour tous les enfants.

QUELLE ÉCOLE POUR DEMAIN ?

Tel est l'enjeu du débat qui s'ouvre dans le pays.

Le SNUipp poursuit son ambition de participer à la transformation de l'école. Il faut pour cela interroger les moyens en personnels et en crédits, les lourdeurs et les bonheurs du système éducatif, l'inventivité et le dynamisme dont font preuve les enseignants confrontés à des situations parfois difficiles.

Le SNUipp-FSU souhaite que se multiplient débats et initiatives autour de l'école. Il le fait sans naïveté mais avec la conviction que les choix éducatifs d'un pays révèlent dans une grande part ses ambitions pour l'avenir.

Pour notre part, l'école de demain doit relever le pari de la réussite de tous les élèves.

Les missions de l'école

Les programmes

Les nouveaux programmes de 2002 accordent une place essentielle à la langue écrite et orale dont la maîtrise par tous les élèves conditionne l'avenir scolaire et personnel. De nouvelles matières apparaissent : les langues vivantes étrangères ou régionales, l'informatique.

Ambitieux, les objectifs des nouveaux programmes répondent aux réalités d'aujourd'hui. Pour que tous les élèves les atteignent, il faut former les enseignant-e-s, leur donner du temps pour qu'ils travaillent ensemble et doter toutes les écoles des équipements indispensables (bibliothèques, ordinateurs, matériel de sciences.)

Un service public

La loi d'orientation pour l'école, de 1989, affirmait des ambitions de démocratisation, et notamment l'objectif de 80% d'une classe d'âge au Bac. Pourtant, l'école peine à faire réussir tous les élèves. Elle est encore trop marquée par la persistance d'inégalités sociales, territoriales. Le développement de l'école publique doit garantir plus de justice et d'égalité. En même temps il faut agir sur les conditions de vie de tous les élèves : logement, santé, accès à la culture, aux loisirs...

L'école maternelle

Aujourd'hui, l'école maternelle est reconnue par tous comme un lieu indispensable de socialisation et d'apprentissage. Elle appartient au service public et constitue le premier maillon de l'école primaire. Si tous les enfants de 3 à 6 ans y sont aujourd'hui scolarisés, la scolarisation des enfants de moins de 3 ans (32%) est en recul. Or, les études montrent que plus un enfant fréquente l'école maternelle, meilleure est sa scolarité en élémentaire. Il faut donc développer l'école maternelle pour lui permettre d'offrir à chaque enfant toutes les conditions de la réussite. L'école doit avoir les moyens d'accueillir dans de bonnes conditions les enfants de moins de 3 ans que les familles souhaitent scolariser : effectifs réduits, locaux et horaires adaptés.

« Les enseignants et les familles doivent faire entendre leurs voix ! »



Nicole Geneix
secrétaire générale
du SNUipp

Dans quel contexte se déroule le débat ?

Après le mouvement du printemps, on constate des éléments de suspicion voire même de défiance à l'égard des intentions gouvernementales. Dans le même temps, notre syndicat et beaucoup d'enseignants souhaitent un débat depuis très longtemps. Ce débat aura lieu, sous diverses formes, et l'école est désormais sur le devant de la scène. Dans ces conditions, il n'y aurait rien de pire que de rester muets. Nous avons lancé un appel unitaire avec quatre fédérations de l'éducation natio-

nale à engager des initiatives dans tous les départements. **Quel est l'intérêt d'y participer ?** Quand on discute à partir de rapports officiels et de statistiques, utiles par ailleurs, il y a une espèce de froideur assez éloignée des réalités de la classe, de l'école. Les 15% d'élèves qui ne maîtrisent pas les compétences de base à l'entrée en 6e portent des noms et des prénoms. Face à ces réalités, il faut que les enseignants et les familles fassent entendre leurs voix. Pour ces enfants on ne peut différer plus longtemps l'amélioration et la transformation de l'école.



La réussite des élèves

Effectifs

Selon le Haut Conseil de l'Évaluation de l'École, " une forte réduction de la taille de certaines classes peut avoir des effets positifs " sur les progrès des élèves. Cet effet est " observé presque uniquement dans les petites classes de l'enseignement primaire " et il " n'est vraiment visible que pour les enfants des familles défavorisées. Cet effet semble durable, même après que les élèves ont rejoint de grandes classes ". Les résultats de l'expérimentation des CP à effectifs réduits conduite pour la deuxième année seront à regarder de près.

Rythmes

La loi d'orientation préconisait un rythme de 7 semaines de classe pour deux semaines de repos. Bien que largement approuvé par les parents et les enseignants, il n'a été respecté qu'une seule année. Aujourd'hui, 30% des élèves ont des rythmes hebdomadaires différents du calendrier national, mais aucun bilan n'a jamais été réalisé. N'est-il pas urgent de repenser également la journée de classe ?

Élèves en difficulté

Des élèves peuvent rencontrer une difficulté passagère, d'autres se trouvent face à des problèmes plus importants et durables. Il faut du temps pour grandir et apprendre ! Les aides spécialisées existent. Pour être efficaces, elles doivent intervenir le plus tôt possible avec des personnels formés et être conjuguées si nécessaire avec l'action d'autres secteurs. Les aménagements ne doivent pas enfermer les jeunes dans des filières, mais leur permettre de suivre les études et les formations afin d'accéder à terme aux mêmes qualifications.

Handicaps et maladies

Chaque élève malade ou en situation de handicap a droit à une scolarité dans les meilleures conditions. Il faut répondre aux besoins spécifiques d'enseignement (enseignants spécialisés) et d'accompagnement (auxiliaire de vie scolaire). Or, il manque près de 9000 enseignants spécialisés aujourd'hui. Le travail avec les secteurs médicaux et sociaux et la collaboration avec les familles doivent être organisés. N'oublions pas non plus les jeunes non scolarisés ou sans solution adaptée.

L'évaluation des élèves

Construite dans la durée, elle ne doit être ni sélection, ni sanction. L'évaluation des élèves doit permettre à l'élève de se repérer dans les savoirs qu'il a acquis.

Des équipes pédagogiques

Les équipes pédagogiques doivent avoir les moyens d'échanger, de mettre en commun leurs réflexions pour mieux prendre en compte les besoins des élèves. Elles ont besoin aussi d'une formation initiale et continue de haut niveau leur permettant d'aider tous les élèves, tout en favorisant des parcours individualisés.

Plus de maîtres que de classes

Nous proposons de doter les écoles de maîtres supplémentaires (par exemple 5 maîtres pour 4 classes) pour mieux prendre en charge chaque enfant, permettre le travail en petits groupes, en atelier, favorisant une pédagogie active. Nous proposons que ce dispositif concerne prioritairement les écoles des secteurs difficiles.

Le fonctionnement de l'école

L'argent

D'après une enquête nationale du SNUipp-FSU, les crédits dont disposent les écoles varient de 1 à 10 selon les communes, remettant en cause le principe d'égalité devant l'accès au savoir.

Nous proposons qu'un cahier des charges de l'équipement minimal des écoles soit établi, de développer l'acquisition de matériel intercommunal dans les zones rurales. Il apparaît nécessaire de trouver des solutions pour aider les communes les moins riches, de manière à ce que tous les élèves puissent atteindre tous les objectifs inscrits dans les programmes : préparer le Brevet d'Informatique et Internet, lire 1 livre par mois, apprendre une langue étrangère choisie, accéder à des infrastructures sportives, culturelles, etc.

Les assistants d'éducation

En cinq ans, les aides éducateurs sont devenus indispensables : surveillance, encadrement du travail personnel, ateliers informatiques, animation des bibliothèques, aide à la scolarisation des enfants handicapés... Pourtant, la plupart des écoles qui en bénéficiaient devront aujourd'hui s'en passer. Conséquence de leur statut précaire d'emploi jeunes, ils sont 15 500 à avoir quitté les écoles à cette rentrée. Ils seront remplacés par 5 900 assistants d'éducation. Il manque donc près de 10 000 adultes auprès des élèves. C'est un vrai gâchis ! Toutes les écoles ont besoin de personnel pour effectuer ces nouvelles missions au côté des enseignants.

La direction d'école

Plus de 4000 écoles n'ont pas de directeur titulaire en cette rentrée. Cela concerne majoritairement les écoles de moins de 5 classes : le directeur enseigne à plein temps et n'a aucune décharge horaire pour assumer ses tâches de direction. Et celles-ci sont nombreuses : coordonner le travail de l'équipe pédagogique, assurer la coordination entre l'école et ses partenaires (municipalités, associations), être attentif et disponible pour les parents d'élèves, pour les élèves...

Du temps pour le travail en équipe

Sans diminuer le temps de classe des élèves, il faut 3 heures hebdomadaires consacrées au travail en équipe et incluses dans le temps de service des enseignants.

Les parents

Le système scolaire reste parfois un monde mal connu des parents. Une meilleure liaison implique d'améliorer la communication entre l'école et les familles afin de travailler en plus grande cohérence pour la réussite des apprentissages et la construction de la citoyenneté de l'élève.

COMMENT VA LE SYSTÈME ÉDUCATIF ?

LES QUALIFICATIONS



En trente ans, le nombre d'élèves sortis sans qualification est passé de 30% à 7%.

60 000 élèves, majoritairement issus de milieux défavorisés, sortent du système éducatif sans qualification chaque année.



LE BACCALAURÉAT



En 1980, 25% d'une classe d'âge obtenaient le bac. Ils sont 61,8% vingt ans plus tard.

Le pourcentage de bacheliers stagne depuis dix ans et celui des bacs généraux a baissé (de 37,4% en 1995 à 32,6% en 2002)



En 1980 75% des enfants de cadres obtenaient le bac contre 20% des enfants d'ouvriers, ils sont aujourd'hui respectivement 87% et 45%.

Les inégalités n'ont pas disparu : 71% des enfants de cadres ont un bac général pour seulement 16% d'enfants d'ouvriers



En 2010, la France aura besoin de 70% de bacheliers (contre 61% aujourd'hui) et 45% de diplômés de l'enseignement supérieur (contre 38% aujourd'hui). Contrairement à une idée reçue, nous ne formons pas trop de diplômés du supérieur mais nous formons beaucoup plus de diplômés niveau CAP et BEP que les autres pays.

Qualification et emploi



Le taux de chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur est bien inférieur à la moyenne nationale...

...celui des jeunes peu ou pas qualifiés est l'un des plus élevés des pays développés.



Scolarité obligatoire

10 à 15% des enfants sont en difficulté plus ou moins grande face à l'écrit dont 7% sont considérés en très grande difficulté.

La seule enquête internationale qui existe place la France juste en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE mais en France les écarts de réussite sont moins importants.